



FAIRE S'EXPRIMER AUX CANTONALES L'OPPOSITION AU GOUVERNEMENT ET LE REJET DES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ, FAIRE RECULER LA DROITE ET L'EXTRÊME DROITE

LE FRONT DE GAUCHE DOIT FAIRE ENTENDRE SA VOIX DANS LA CAMPAGNE DES CANTONALES.

ENSEMBLE! PROPOSE QUE CETTE QUESTION SOIT TRAITÉE PAR LA COORDINATION NATIONALE DU FRONT DE GAUCHE ET QUE CELUI-CI TRAVAILLE À UN TEXTE D'ORIENTATION STRATÉGIQUE, TRAITANT NOTAMMENT DES PROCHAINES ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES DE MARS 2015.

UN ENJEU MAJEUR POUR LES CLASSES POPULAIRES

Malgré les réserves exprimées par de nombreux élus et fonctionnaires, M Valls a choisi une nouvelle fois le passage en force et impose, dans un contexte territorial en plein bouleversement, des élections en mars 2015. Pourtant une multitude de recours contre le nouveau découpage des cantons n'ont pas encore été traités par la justice.

Il est à craindre que la participation soit encore très faible *a fortiori* puisqu'il s'agira d'élire des Conseiller-e-s départementaux-ales dont les compétences n'ont pas encore été clarifiées. De plus, pour les cantons de France concernées par une métropole, les Conseils généraux sont appelés à disparaître dans des délais et des conditions encore indéfinis.

Dans le contexte de rejet croissant de la politique du gouvernement, elles risquent de traquer la mobilisation de la droite et de l'extrême droite et peuvent entraîner le basculement de nombreux départements – porteurs rappelons-le de toutes les politiques sociales : Assistantes sociales, versement des

allocations de solidarité (RSA, APA, PCH, ...), placement et suivi des mineur-e-s étranger-e-s, politiques en direction de l'enfance en danger, PMI, ...

Ces cantonales de mars ont pourtant un caractère majeur car elles seront les premières élections de l'ère de la réforme territoriale imposée par F. Hollande et M. Valls.

Ces élections doivent s'inscrire dans un mouvement beaucoup plus large de rejet de la réforme territoriale. Et elles doivent marquer autant le rejet d'un retour des politiques de droite qu'une censure de la politique gouvernementale d'austérité.

ENSEMBLE ! APPELE À UNE DÉMARCHÉ COMMUNE DU FRONT DE GAUCHE DANS LA CAMPAGNE DES CANTONALES

Les récentes prises de position du PCF appelant pour les élections départementales à construire « *des rassemblement de gauche très larges permettant de faire gagner des politiques progressistes pour les territoires qui*

seront autant de forces de résistance à l'austérité », comportent une ambiguïté qu'il faut clarifier. Il importe de préciser la place du Front de gauche dans cette démarche.

Le Front de gauche doit se doter d'une orientation commune pour cette prochaine échéance, comme il avait su le faire lors des précédentes élections cantonales de 2011. Ensemble! défend la construction de candidatures autonomes du Front de Gauche, qui chercheront à construire des majorités dans les conseils généraux en opposition à la politique libérale du gouvernement (« performance », compétition, concurrence, mesures xénophobes pour diviser, casse du code du travail, aides massives au patronat, répression des syndicalistes à la demande, réforme territoriale...).

Il sera nécessaire de chercher à créer les conditions de candidatures de rassemblement, partout où cela est possible avec des secteurs de la gauche, socialiste, écologiste, ou de l'extrême gauche, des forces citoyennes et des acteurs du mouvement social... qui s'inscrivent dans cette orientation. Cette perspective est renforcée par le fait qu'EELV et les « frondeurs » du PS ne sont de fait plus dans la majorité gouvernementale.

Cette question, singulièrement après la rencontre du 6 septembre, est fondamentale pour la relance et la refondation du Front de gauche, sorti affaibli de la double séquence électorale précédente, et qui doit retrouver force de mobilisation et clarté. Ces élections sont une échéance sur le chemin de la construction d'un front anti austérité que notre mouvement veut susciter.

Nos campagnes, nos listes doivent refléter cet objectif de regrouper toutes celles et tous ceux qui veulent s'opposer à la politique d'austérité du gouvernement, sur la base d'un rejet de la réforme territoriale, de l'ouverture d'un débat démocratique sur le sujet, et sur le rejet clair des politiques d'austérité gouvernementales.

NOUS DEVONS AGIR POUR REFUSER CETTE RÉFORME TERRITORIALE

En décidant de la création de 13 métropoles, la fusion autoritaire de régions pour en réduire le nombre à 13, dotées de compétences renforcées, la suppression de départements et la transformation d'autres, le gouvernement opère une réelle recentralisation, accompagnée d'un recul démocratique majeur.

Parce que cette réforme vise avant tout à répondre aux impératifs de la finance et de la concurrence « libre et non faussée », le gouvernement a fait le choix de la présenter comme une démarche complexe et technique ; en réalité, il organise la mise en concurrence des territoires et rompt avec les principes républicains d'égalité et de solidarité territoriale.

Cette réforme s'inscrit dans le cadre des politiques d'austérité, et particulièrement celles qui touchent les collectivités territoriales, sommées de réduire leur dépenses et leurs effectifs, condamnées à voir leurs dotations drastiquement réduites alors qu'elles assurent 70% de l'investissement local et jouent un rôle indispensable en période de crise en direction des populations.

Les résultats sont prévisibles : les territoires « gagnants » de la lutte économique décrocheront des autres qui seront demain délaissés, les services publics locaux et l'investissement public seront voués à une disparition progressive. Déjà, des coupes budgétaires touchent en premier lieu les politiques publiques de solidarité...

Pour toutes ces raisons, Ensemble! rejette cette réforme territoriale et propose au Front de gauche de relancer la dynamique de référendum sur ce sujet.

Le Collectif National d'Ensemble!

Le 28 septembre 2014